

N° 3 / AVRIL 1991
PARAIT 8 FOIS PAR AN



Chronique personnelle d'une fin de guerre

J'écris cet éditorial quelques heures après l'annonce du cessez-le-feu de la guerre du Golfe.

Des sentiments mêlés s'entrechoquent en moi. Joie de la fin d'une guerre absurde qui aurait pu être évitée. Tristesse devant la mort inutile de personnes innocentes, qu'elles soient civiles ou militaires. Soulagement de savoir que les prisonniers et les soldats de tous les pays engagés vont pouvoir rentrer dans leurs familles. Etonnement et malaise devant tant de fierté nationale dans les opinions occidentales parce que leurs armées «ont gagné la guerre» et humilié l'adversaire. Ecœurement face à tant de destructions tandis que les pays riches se disputent déjà les marchés juteux de la reconstruction.

Mais il faut sortir des sentiments et des réactions émotionnelles.

Au moment où vous lirez ces lignes, amis lecteurs, Saddam Hussein sera-t-il encore au pouvoir? Je n'en sais rien. Au peuple irakien d'en décider.

L'important n'est pas là.

Ce qu'il est urgent d'entreprendre: donner une patrie aux peuples palestinien et kurde.

Car la guerre du Golfe aura au moins démontré la pertinence d'une formule littéraire qui prend désormais une énorme résonnance politique: «Deux poids, deux mesures»: vous connaissez?

Je me réjouis déjà (cela fait partie de mon espérance chrétienne) lorsque les Palestiniens et les Kurdes fêteront joyeusement leur liberté retrouvée.

Pour y parvenir, pas besoin d'écraser Israël sous les bombes! Mais tout de même! L'opinion mondiale va-t-elle enfin faire pression sur les gouvernements arrogants qui, parce qu'ils ont la force militaire, empêchent d'autres peuples d'être libres?

Car j'ai envie de pouvoir regarder sans honte les Arabes dans les yeux. Et de pouvoir leur dire, fraternellement:

«Vous avez raison! Voici venu le moment, non pas de la vengeance, mais de la justice!»

Bernard Bavaud



La voyageuse

Mêlée aux pigeons qui déambulent sur les trottoirs irréguliers de Londres, je respire à pleins poumons, je me sens légère, gracile et, très, très vivante.

C'est par mes yeux, mes oreilles et mon nez que je suis vivante, que je rentre en contact avec cette ville. Personne ne me connaît, je ne connais personne. Pendant quatre jours je ne suis responsable de rien, ni de personne, je flotte dans un monde qui vit, qui suit des règles, fonctionne et se gère par des moyens et des méthodes qui ne me concernent pas et sur lesquels je n'ai aucun pouvoir.

Je voyage.

Mes quelques mots d'anglais servent à me procurer le nécessaire: manger, boire, trouver les WC.

Pour arriver au musée ou au monument historique à visiter j'utilise les méthodes naturelles: je montre mon plan, le lieu où je veux aller et esquisse un signe d'interrogation (?) avec la main. Je remercie tous les index anglais qui se sont tendus pour moi dans la bonne direction.

Légère, je l'ai été pendant ces quatre jours. Par de nouvelles, pas de TV.

Hors du temps, plus qu'une voyageuse je me suis sentie parfois une voyeuse.

Regarder les gens vivre autour de soi, regarder leurs maisons, prendre le bus et le métro en flâneurs, pendant que les autres se dépêchent d'aller à leur travail, se sentir hors jeux pendant un court instant, comme les joueurs punis de hockey sur glace.

J'ai vécu comme un fantôme pendant quatre jours. J'ai visité cette ville en courant d'air, me suis glissé à travers les rues, les magasins et les pubs.

J'ai regardé, j'ai vu, mais je ne suis intervenue en rien, j'ai rien dit, j'ai rien fait. J'ai si peu dérangé Londres et les Londoniens, que nulle part je n'ai laissé de trace...

Pendant quatre jours rien de ce qui se passait dans ces lieux ne pouvait m'être imputé.

Pourquoi ce soulagement à n'être pas responsable?

Quel est le poids que la vie de tous les jours me donne, que même sans avoir aucune responsabilité politique, religieuse ou sociale, quelque part j'encaisse une partie des malheurs du monde?

J'ai pourtant eu de la peine à ne pas chercher un journal français pour me tenir au courant des nouvelles du Golfe. J'ai dû me répéter souvent que même si Régina ne lisait pas le journal, les choses de la vie, bonnes ou mauvaises auraient lieu quand même.

Egoïstement, j'ai vécu quatre jours pour moi toute seule à emmagasiner des belles images de peinture et de sculpture; à écouter de la musique, à fréquenter des pubs à l'ambiance amicale et à me faire quelques peurs en me promenant le soir dans les quartiers de Soho et Chinatown.

Et puis, je suis rentrée.

Notre avion a décollé d'Angleterre par une belle soirée printannière qui dorait les falaises, les plages et la mer. Et le soir la belle Vénus est venue rassurer la Terre par sa présence scintillante dans un ciel bleu foncé.

Dans l'avion, des journaux en français.

J'ai su que la guerre du Golfe avait pris fin, qu'il n'y avait eu que quelques morts (les milliers d'Irakiens ne comptent pas, ce sont «les méchants»), et je me sens moins légère.

Sur mon propre territoire, chez moi, je me sens à nouveau responsable, oh, pas de tous les malheurs du monde, mais de quelques-uns quand même!

Est-ce comme ça pour tous les hommes, toutes les femmes?

J'ai vécu mes quatre jours comme une prière d'innocence, comme si le monde était le Paradis, avec des pommes mais sans les serpents. Ils vont faire partie de mes «souvenirs-pharmacie». Vous savez? Ceux à n'utiliser qu'en cas de besoin... Quand le moral flanche...

Régina Mustieles





Unique

Elle se demandait souvent
Pourquoi sa sœur aimait
Autant le chocolat...

Sa sœur laissait fondre lentement
Les petits morceaux
Qu'elle mettait dans sa bouche.
Elle donnait vraiment
L'impression d'une jouissance intense...

Elle, elle n'avait pas cette impression
C'était bon, BON...
Mais de là à se pâmer....
Elle avait l'impression de rater quelque chose

Après de longues discussions
Elles décident que la sœur
Va commencer de sucer le bout de chocolat
Et quand il sera bien mou, coulant
De mettre le tout dans une tasse de la dînette
Et, qu'elle le mangera.
Pour voir si le «processus» commencé
Par la sœur...
Lui donnera un autre goût, à Elle...

En pleine expérience...
Les Parents arrivent...
Que faites-vous... c'est pas possible
C'est sale... on ne fait pas des choses comme ça...
...

Explication :
«J'ai voulu sentir si je pouvais
Aimer, apprécier...
Le chocolat comme ma sœur»
...

La dame qui raconte cette histoire
A plus de 60 ans,
Ce qui l'a surtout marquée,
C'est la réponse de son père.

«Tu ne pourras jamais
Sentir comme ta sœur...
Chacun est particulier, est unique...
Jamais nous ne pourrons
Comprendre comme l'autre
Sentir comme l'autre
Voir comme l'autre
Etre comme l'autre...
Malgré tous nos efforts...»

Les efforts servent
Juste à se rapprocher
Et pour se dire sans cesse
Que l'autre est autre
Et que lui seul peut m'aider
A le comprendre
Un tout petit peu...

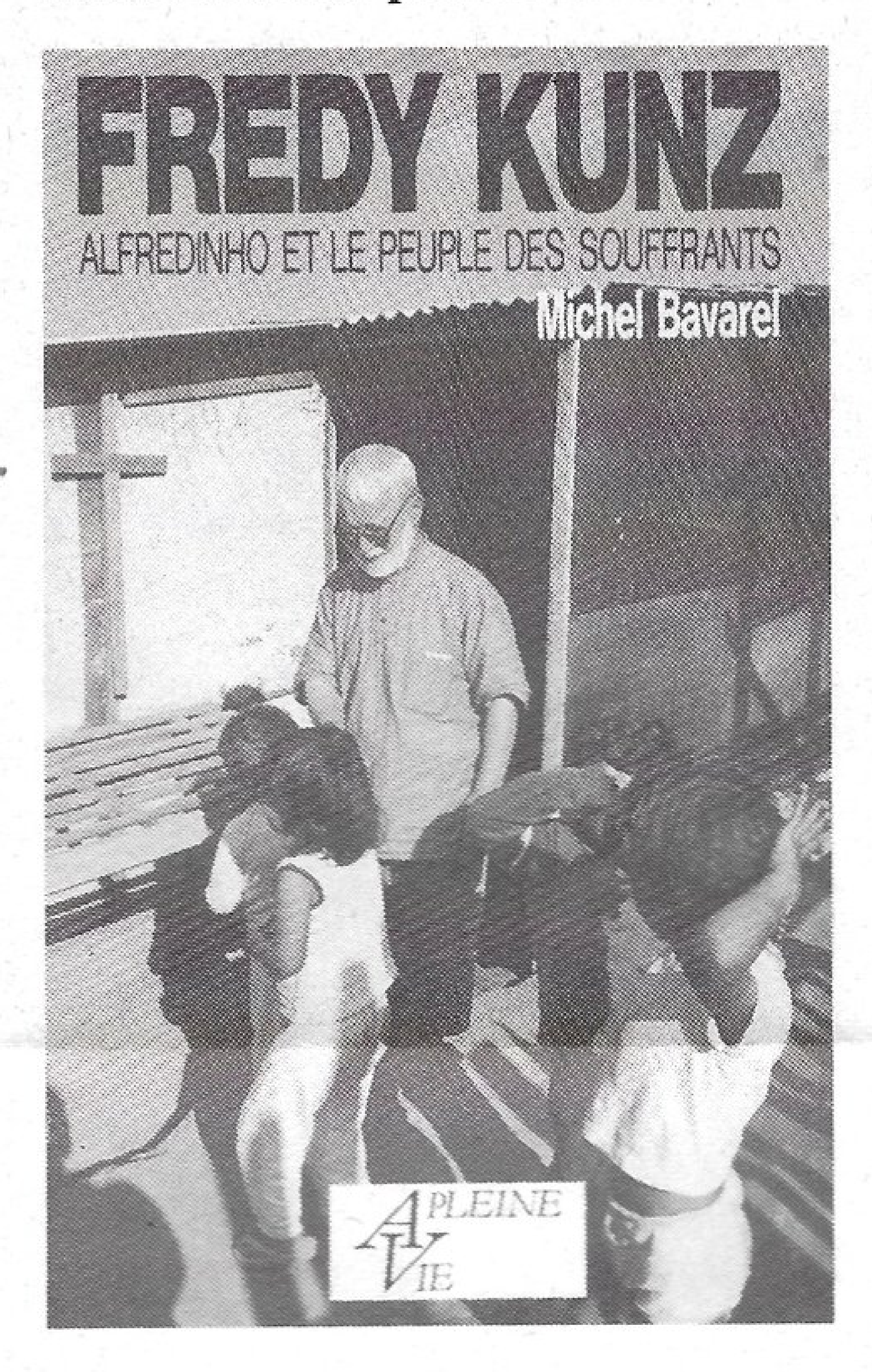
Gilbert Zbären



Non-violence au Brésil

La dignité des opprimés

Frédy Kunz, né en Suisse en 1920, est actuellement prêtre au Brésil. Il est un des témoins de la force libératrice de la non-violence comme arme des plus démunis de nos sociétés. Un livre récent* nous permet de découvrir la vie de cet homme et sa recherche passionnée, à partir de l'expérience des opprimés, d'une mystique qui serait un moteur pour l'action.



Emigré très tôt en France avec sa famille, Frédy Kunz a d'abord fait un apprentissage de cuisinier. Il s'ouvre à l'action politique à travers la jeunesse ouvrière chrétienne. Durant la guerre, il s'engage comme volontaire: «peut-être avais-je l'idée de partager le sort de ceux qui souffrent...» Fait prisonnier, il éprouve douloureusement l'absurdité de la guerre lorsqu'il voit mourir son meilleur ami sous les bombes américaines.

En captivité, il fait aussi l'expérience d'une fraternité au-delà des frontières, même avec les ennemis. Ce sera déterminant dans toute sa vie.

Devenu prêtre chez les Fils de la Charité, il sera sans cesse en quête de partager les conditions de vie les plus marginales: 13 ans dans un quartier ouvrier de Montréal, depuis 1968 dans le Nordeste brésilien, avec les prostituées, puis les paysans pauvres, en particulier durant la sécheresse.

Depuis quelques années, il vit dans les favelas de la périphérie de Sao Paolo.

Dépouillement

Surprenante la vie de cet homme. Au cœur de la pauvreté, il se dépouille de toute visée paternaliste: il n'est pas missionnaire auprès des pauvres, il est parmi eux, en recherche d'une dignité pour tout homme. Il avoue avoir appris de ses compagnons le partage (il en était dépendant puisqu'il a toujours refusé tout revenu de son ordre religieux), la résistance, le sens de la fête dans l'insouciance du lendemain, la richesse d'une vie sans pouvoir, ni avoir, ni honneur.

Spiritualité non-violente

De cette pratique, il développe une spiritualité branchée sur l'action, dans un esprit profondément non-violent. Non pas à grands coups de théorisation, mais à partir d'expériences de luttes actives en milieu populaire. Ainsi naît ce que Frédy – devenu «Alfredinho» au Brésil – appelle la «Fraternité du serviteur souffrant». Une dénomination un peu surprenante pour qui ne tente pas de saisir, de l'intérieur, la logique d'action des plus démunis. Le mot «souffrant» ne les rebute pas: il décrit simplement leur réalité de tous les jours. Quant au mot «serviteur», il évoque en premier lieu une revalorisation de leur condition: «si je sers, c'est que je suis reconnu, donc j'existe...» Cela n'a rien à voir avec une exaltation de la souffrance pour elle-même. Au contraire, la mystique du serviteur souffrant – inspirée du livre d'Isaïe dans l'Ancien Testament – insiste sur la prise de conscience des conditions de l'oppression pour les surmonter, sans haine ni violence à l'encontre des oppresseurs.

Le combat des éboueurs

Mieux que par un long développement, on saisira de quoi il s'agit à travers la description d'une des luttes marquantes qui semble avoir pris valeur d'événement fondateur pour cette Fraternité. Il s'agit d'une opération que beaucoup avaient trouvé complètement loufoque, au départ. Mais qui s'est révélée beaucoup plus forte que prévu, car elle allait dans la droite ligne d'une logique d'action des démunis: elle travaillait à partir des symboles et non du discours. C'était en pleine sécheresse, les populations pauvres du Nordeste étaient en proie à une famine meurtrière, aggravée par les nombreuses injustices dues à l'accaparement des terres fertiles par les grands propriétaires et aux pratiques dévastatrices des politiciens corrompus. Et voilà que Frédy et ses compagnons lancent, durant le carême, une grande opération de nettoyage des rues. Aucun rapport apparemment.

L'action est baptisée, non sans humour, «*Lixbras*», contraction de «*lixeiro do Brasil*» (les éboueurs du Brésil), un nom parodiant celui de grandes compagnies brésiliennes, comme Petrobras. Elle devient vite le catalyseur de toute une réflexion collective: symboliquement la saleté des rues que l'on veut chasser est celle de «*l'égoïsme, de l'individualisme, du laisser- aller qui entrave l'union du peuple*». C'est aussi la pourriture que représente la domination des grands propriétaires et des politiciens. Les effets du mouvement sont surprenants: les participants, des exclus pour la plupart, se retrouvent tout à coup munis d'une identité, du sentiment d'appartenir à une communauté agissante. Quant un évêque, puis une bonne bourgeoise sont emportés dans le mouvement, cela interroge. Dans sa visée, il cherchait justement à inviter ceux qui détiennent le pouvoir à changer leur vie. Bien vite le maire de l'endroit prend les choses comme un reproche à la municipalité qui ne faisait pas son travail, surtout dans les quartiers périphériques habités par les pauvres. Même si ce n'était pas là l'objectif de l'action, elle l'a fait bouger sur ce plan: il s'est résolu à envoyer des camions pour emporter les montagnes de détritus amoncelées par le Lixbras. Enfin, en cette période de famine, les éboueurs se sont vus inviter pour les repas un peu partout dans la ville. Les injustices ne se sont bien sûr pas évanouies magiquement d'un coup, mais un coin de contestation a été enfoncé avec force, sans écraser personne. Et le carême, cette année-là, s'est transformé en acte de pardon pour les ordures qui minent la société et en incitation à la révolution pacifique.

Une fraternité originale

Dans le contexte latino-américain, la Fraternité mise en orbite par Frédy a sa particularité. Elle propose un équilibre original entre contemplation et action. Elle facilite l'accès des plus pauvres aux communautés chrétiennes de base et aux organisations politiques populaires qui restent encore trop souvent fermées aux analphabètes (leur fonctionnement est souvent fondé sur un parcours de formation qui suppose au moins de savoir lire). Enfin, cette expérience de vie basée sur un refus des valeurs centrales de la société de consommation, au nom d'un idéal de justice pour tous, constitue un défi à notre mode de vie...

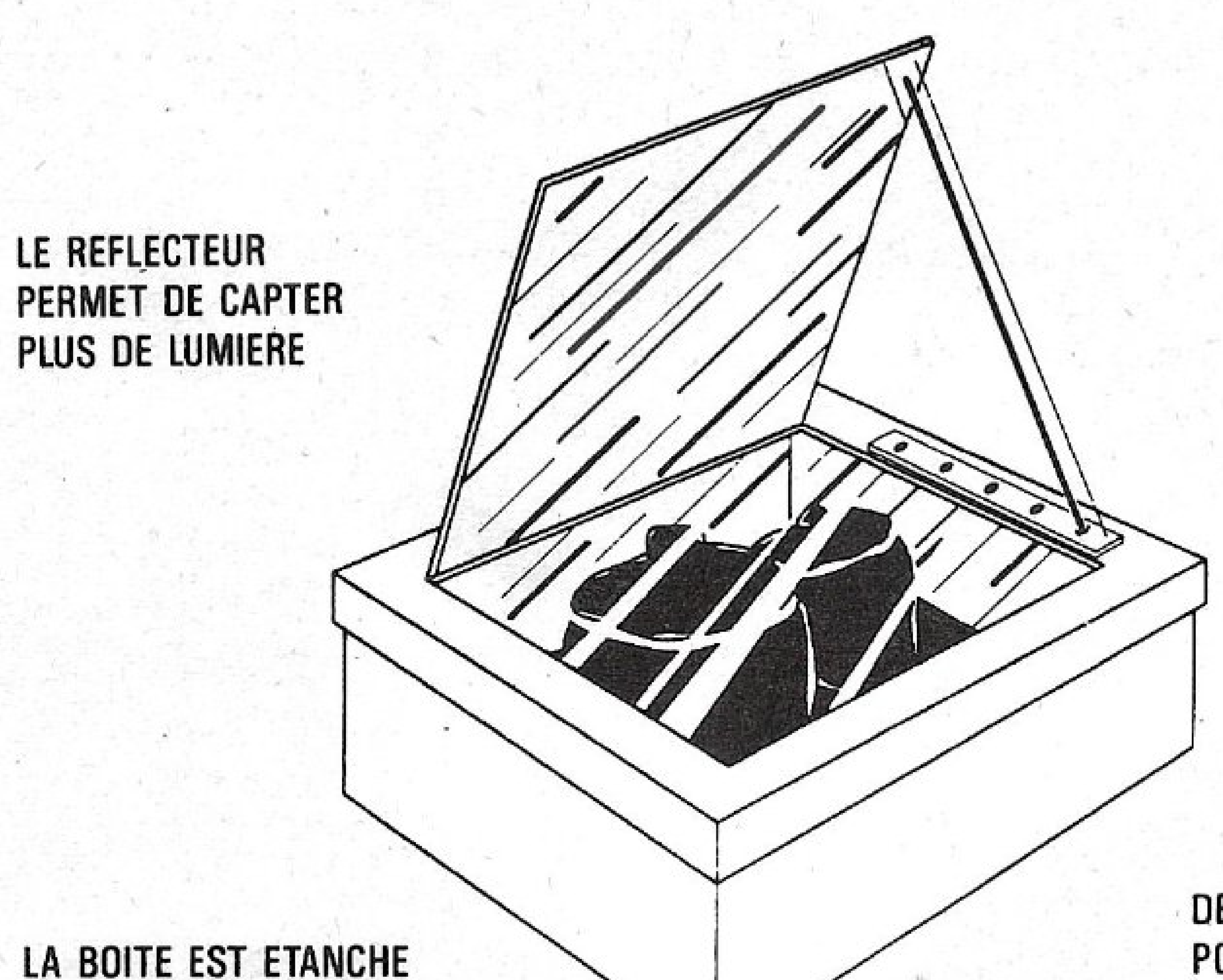
Dominique Froidevaux

* «Frédy Kunz, Alfredinho et le peuple des souffrants», par Michel Bavarel, Les éditions ouvrières/coll. «A pleine vie», Paris 1991.

Article tiré de: *Cotmec-Info*, février 1991.

Forum du développement, Nov.-déc. 1990

Une grande boîte de feu



Dans les campagnes de Somalie, il n'est pas rare de voir les femmes marcher sous un soleil de plomb en portant sur le dos de lourds fardeaux de bois. Le pays n'a pas de pétrole et ses ressources en bois et en charbon s'épuisent rapidement.

L'espoir, en Somalie, est revenu sous la forme d'une petite boîte de carton : un cuiseur solaire bon marché, fait de carton, de ruban adhésif et de morceaux de vitres en verre, qui peut emmagasiner l'abondant rayonnement solaire.

Ce cuiseur, que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'efforce de promouvoir à travers le monde, a été inventé en Arizona, un Etat aride du sud-ouest des Etats-Unis, par deux femmes, Barbara Kerr et Sherry Cole. Sous le nom de "Eco-cooker", il a été breveté de manière à ce qu'aucune société commerciale ne puisse en contrôler la technologie à des fins de profit, ce qui a permis à plusieurs pays - Kenya, Haïti, Zimbabwe et Lesotho - de le produire eux-mêmes et de le vendre.

Pour Bob Metcalf, cofondateur de l'organisation à but non lucratif Solar Box Cookers International (SBCI), "la cuisson solaire est plus à même d'améliorer la vie des gens dans les pays en développement que n'importe quelle autre technologie". Désormais, n'importe qui disposant d'une journée libre, du mode d'emploi de la SBCI, de 15 dollars de matériaux et d'un couteau peut construire un cuiseur solaire capable de cuire 7 kilos de nourriture. Il suffit d'avoir du contre-plaqué ou du carton recyclé; et des plumes d'oie, de la paille, du journal chiffonné ou des morceaux de mousse comme isolant.

La cuisine solaire prend généralement deux fois plus de temps : les légumes coupés cuisent en 45 minutes, le pain en 90 minutes, et un poulet en deux heures. Mais

par Gar Smith

elle a l'avantage de ne pas nécessiter une surveillance constante, libérant ainsi les femmes de leur "enchaînement au fourneau". Les cuiseurs solaires peuvent être utilisés toute l'année sous les tropiques, et huit mois par an dans les zones tempérées.

Ils viennent d'être introduits dans de nombreux autres pays - Egypte, Sierra Leone, Somalie, Zambie, Zimbabwe, Indonésie, Bélize, Bolivie, Guatemala, Mexico, Yémen, et chez les Indiens Navajo. L'objectif de la SBCI pour la décennie en cours est de familiariser 2,4 milliards de personnes à travers le monde aux avantages du cuiseur solaire. ▫

Earth Island Journal

*La SBCI fournit des renseignements sur ce cuiseur solaire : un plan de construction (5 dollars), un manuel sur le cuiseur solaire (*Solar Box Cooker Handbook*, 2 dollars), et une vidéo de présentation de 18 minutes (*Four Square Feet of Sunshine*, 20 dollars) sont disponibles en anglais. Le plan et le manuel le seront sous peu en français. S'adresser à la SBCI, 1724 Eleventh Street, Sacramento, CA 95814, Etats-Unis, tél : (916) 444-6616. Pour commander le cuiseur solaire "Eco-cooker", s'adresser à Kerr Enterprises, PO Box 27417, Tempe, AZ 85285, Etats-Unis, tél : (602) 968-3068.*

La gazette de Lausanne, 15.2.1991

GENÈVE

Les peuples non représentés créent une ONU parallèle

L'organisation des nations et des peuples privés de représentation au sein de l'ONU a vu le jour le 11 février à La Haye, dans le palais de la Cour internationale de justice. L'UNPO – c'est son sigle – a pour président un Estonien, pour vice-président un Ouigour du Sinkiang (Turkestan chinois), pour secrétaire général un avocat néerlandais, M. Michael van Walt. Il s'installera prochainement à Genève, choisie comme siège de cette ONU alternative.

Il y a dans le monde des centaines, voire des milliers de nations et de peuples, mais seulement 159 sont représentés à l'ONU, a déclaré un des fondateurs. «Mon peuple existe depuis 60 000 ans mais je ne suis pas capable de m'exprimer dans sa langue tant nos droits ont été bafoués», a ajouté une déléguée des aborigènes d'Australie.

Le but de l'UNPO est d'aider ces nations et peuples à faire entendre leur voix dans les organismes internationaux; ses principes sont l'autodétermination, le respect des Droits de l'homme, le non-alignement et la non-violence. Pour y adhérer, les mouvements de libération qui prônent la lutte armée devront donc y renoncer.

Parmi les membres fondateurs, on trouve des Baltes, des Géorgiens et Arméniens, des Kurdes, des Indiens d'Amérique et des aborigènes d'Australie, les Erythréens, des représentants du Tibet, de Taiwan et de Timor oriental (sous administration indonésienne). On relève cependant d'importantes absences, comme les Basques, les Sahraouis, les Kosovars, mais l'UNPO leur est ouverte pour autant qu'ils en acceptent la charte, en particulier la non-violence.

On veut espérer que la nouvelle organisation saura collaborer avec celles qui luttent depuis de longues années pour des idéaux similaires à la commission et à la sous-commission des Droits de l'homme de l'ONU, notamment la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples (LIDLIP, Rome), le Minority Rights Group Groupement pour les droits des minorités – (Londres et Paris), la Fédération pour la protection des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, créée par des Grecs d'Albanie émigrés aux Etats-Unis.

A. G.



Domaine public, 14. 2. 1991

POINT DE VUE

Pays en développement: les limites du multipartisme

Depuis l'effondrement du mur de Berlin et la désagrégation du pouvoir communiste, on assiste un peu partout en Afrique — avec les pays arabes le plus important bastion du parti unique — à une ouverture politique concédée à la suite de pressions aussi bien internes qu'externes.

Ce monopartisme aujourd'hui décrié de toutes parts, rendu responsable de tous les maux et de toutes les malversations, a été auparavant fortement soutenu et par les gouvernements occidentaux et communistes qui y voyaient la garantie de la stabilité des alliances et des débouchés aux exportations, et par les intellectuels européens, convaincus que l'effort national de développement ne pouvait se payer le luxe de la démocratie. Parallèlement à cette ouverture politique, la libéralisation économique d'inspiration reaganienne conduit au démantèlement du secteur étatique et à un capitalisme sauvage tel que nous l'avons connu en Europe au XIX[e] siècle.
Dans les pays en développement d'Afrique, l'Etat est sans nul doute hypertrophié par rapport à la capacité financière de la société: on ne peut pas saigner indéfiniment les contribuables sans répercussion sur leur pouvoir d'achat et d'investissement. Mais, face à une classe moyenne encore embryonnaire, il a seul été capable de procéder aux investissements industriels importants, selon le modèle qui a fait le succès des pays d'Asie en rapide croissance économique. En Afrique les entreprises publiques ont trop souvent produit à n'importe quel coût, sans souci de rentabilité et leur privatisation n'est pas une réussite: installations désuètes, insuffisance de personnel formé et compétent, marché trop étroit par rapport aux capacités de production. Par ailleurs les investisseurs recherchent un profit rapide et préfèrent le commerce à l'industrie; ils sont loin de représenter les sauveurs de l'économie, comme le croit la Banque mondiale, et participent à la fuite quotidienne des capitaux par le biais de la surfacturation organisée de connivence avec les fournisseurs occidentaux.

S'enrichir rapidement

L'attitude des entrepreneurs est la même que celle des gouvernants: s'enrichir rapidement avant que le pouvoir ne change de mains. Cette attitude est favorisée par une caractéristique fondamentale des sociétés africaines, le clientélisme, basé sur un système de protections et de loyautés à l'intérieur du groupe. Les membres les plus puissants du groupe usent de leur pouvoir pour distribuer postes et argent à leurs «vassaux». Le système est maintenant parfaitement cimenté puisque l'argent gagné par la corruption est redistribué dans le groupe. Cette solidarité fonctionne sans faille mais au niveau du groupe seulement, pas à celui de la nation.
L'absence d'opposition politique libre de s'exprimer facilite évidemment les choses. Et les mécanismes de contrôle prévus par la législation sont totalement inopérants car la critique au sein du groupe n'est pas admise. En effet le droit à la différence est une notion occidentale qui trouve sa source dans la conception de la liberté individuelle, elle-même héritée du christianisme.
Comment dès lors instaurer le multipartisme dans des sociétés qui ne reconnaissent pas le droit à la différence et où la solidarité nationale ne se manifeste que face à un danger extérieur ? Le danger est grand de voir chaque parti s'identifier à un groupe particulier et le multipartisme contribuer à l'exacerbation des rivalités entre groupes, voire assurer au groupe dominant la pérennité du pouvoir. Imaginons en Suisse un parti par région linguistique ou par canton. Le risque existe aussi d'une accélération de la course à l'enrichissement avec la perspective de fréquents changements au pouvoir.

Respecter les situations sociales de chaque pays

Loin de nous l'idée de rejeter le principe du multipartisme pour ces pays. Mais son introduction devrait être assortie de modes de rééquilibrage adaptés à la situation sociale de chaque pays. Il faudrait même probablement que ces modes soient introduits avant l'ouverture politique. Ainsi des quotas au sein de l'administration pour chaque groupe ou chaque région permettraient de démanteler le clientélisme en supprimant la possibilité automatique pour les dirigeants de distribuer les prébendes. On peut également imaginer des minorités de blocage au sein des parlements, de manière à favoriser l'expression des divergences.
L'aide au développement est de plus en plus assortie de conditions politiques telles que le respect des droits de l'homme, l'établissement du multipartisme, la liberté de la presse. L'intention est bonne mais il faut bien se garder de prôner abstraitement l'adoption de nos institutions sans examiner dans chaque cas les conditions et le cadre social réels de cette adoption.

Charlotte Fellèr-Robert

Bravo à...

Un groupe de députés qui, après plusieurs mois de travail est parvenu à convaincre le Grand Conseil genevois de voter deux textes en faveur des objecteurs de conscience. Le premier autorise les objecteurs condamnés à une peine d'emprisonnement à repousser leur peine de plusieurs années. Ceci avec l'espoir que durant ce laps de temps, la Suisse optera enfin pour un véritable service civil. Le second point précise que les refuseurs de taxe ne seront plus dénoncés à l'autorité pénale, ce qui en d'autres termes veut dire qu'ils n'iront plus en prison. Seule la poursuite fiscale (c'est à dire le paiement) est maintenu, avec saisie sur le salaire en cas de maintien du refus. Reste à souhaiter qu'un «Bravo à...» puisse être attribué prochainement aussi au Conseil d'Etat, à qui il incombe maintenant d'entériner ces deux votes ou au contraire de les refuser.

Le Monde, 23. 2. 1991

Les cloaques de Candelaria

Des conditions sanitaires déplorables ont provoqué une extension de l'épidémie de choléra au Pérou

LIMA

Etendue, les yeux vides et le visage creusé, Maria n'est plus, à quarante ans, que l'ombre d'elle-même. A l'hôpital de Huacho, à une centaine de kilomètres au nord de Lima, ils sont quelques dizaines à subir, à un stade plus ou moins avancé, les ravages du choléra. Les lits ont envahi les couloirs et la résidence du directeur est en passe d'être transformée en salle d'urgence supplémentaire.

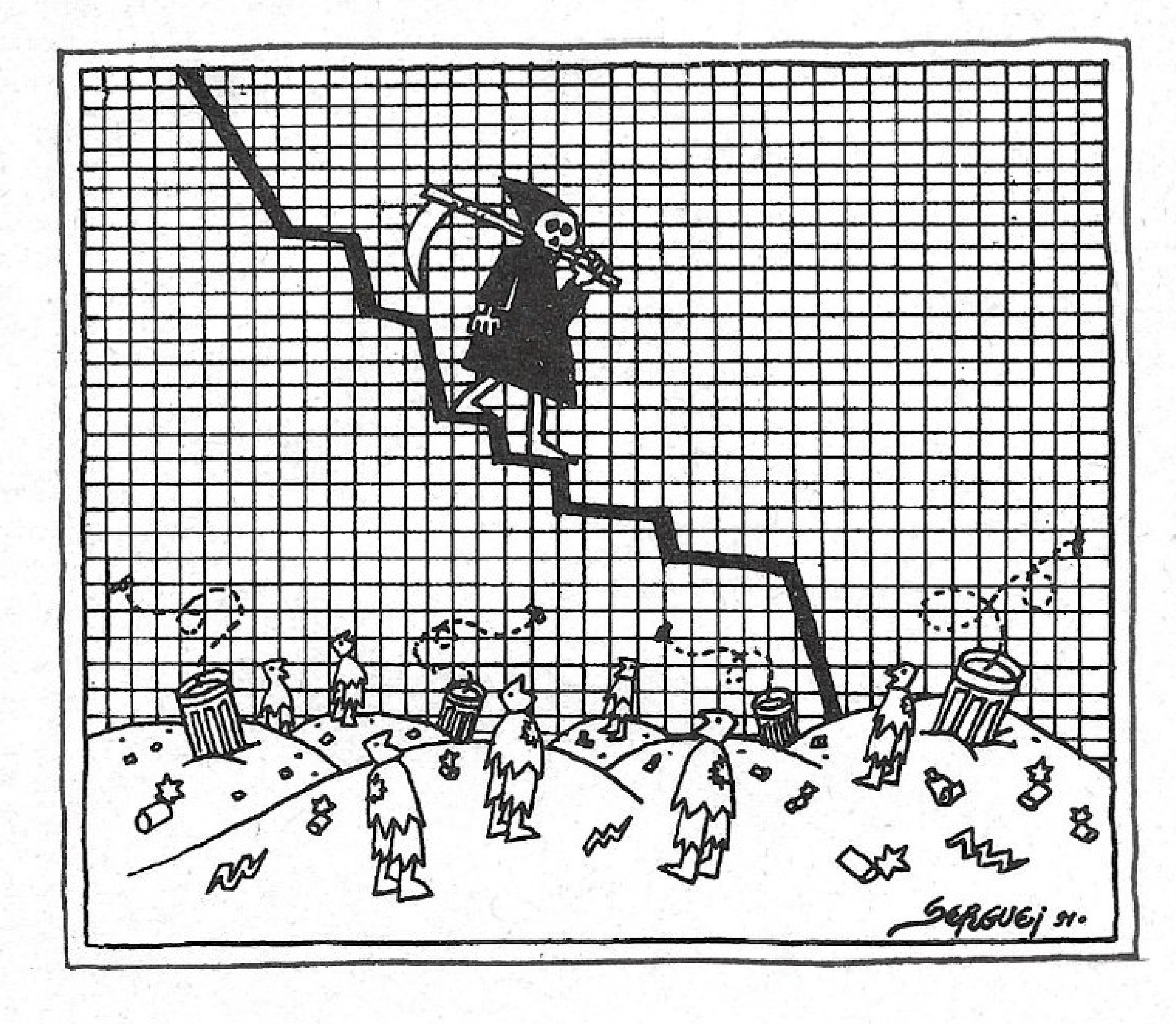
Jusqu'à présent, vingt-quatre mille cas ont été recensés au Pérou. *« La réalité de l'épidémie est incontestable »*, résume le docteur Boutin, responsable de la mission française Bio-Force, spécialisée dans les analyses de laboratoire et dépêchée sur place par les autorités françaises. Les causes exactes de cette épidémie, qui touche le littoral pacifique et la capitale péruvienne sont encore méconnues. Les premiers cas sont apparus dans le port de Chimbote, autrefois capitale de pêche prospère, et dans le bourg de Chancay, au nord de Lima. Les experts continuent à chercher le foyer d'origine mais tous sont déjà d'accord pour estimer que les conditions étaient réunies pour une contamination rapide : une population touchée par la misère, vivant dans des conditions sanitaires plus que précaires. Quel terrain plus favorable en effet que ces quartiers d'habitations de paille tressée, plantées en plein désert autour de la capitale ?

Le quartier de Candelaria, à 8 kilomètres de Chancay, en est un exemple. Dans ces fragiles masures, vit une grosse centaine de familles. Le canal d'irrigation s'appuie, en amont, sur le désert, et ses bienfaits se constatent en aval, où abondent les cultures maraîchères. Pour la population, ce canal à ciel ouvert constitue la seule source d'eau et l'unique possibilité d'évacuation de tous les déchets. Les puits creusés à quelques kilomètres de distance délivrent une même eau saumâtre.

Dans ces cloaques, le vibrion du choléra se complaît et opère des ravages.

Au tout début de l'épidémie, lorsque les autorités locales ont interdit l'usage de cette eau, le propriétaire d'un puits a pensé faire quelque argent en vendant son précieux liquide. Il fut l'une des premières victimes du mal, l'absence de latrines signant la folie d'une telle entreprise.

A cette eau trop rare se sont ajoutés d'autres facteurs de propagation de la maladie. Ne serait-ce que le poisson, consommé cru à la manière du plat national, le *ceviche*, ou bien les vendeurs ambulants qui cèdent à bon marché à une population démunie des produits à l'hygiène plus que douteuse. Actuellement, à Lima, la douzaine d'hôpitaux que compte la capitale accueillent au total une cinquantaine de cas par jour. Chiffres qui arrachent au docteur Boutin ce commentaire réaliste : *« Cette pathologie infectieuse répond à la loi de l'iceberg. »* En d'autres termes, les cas recensés doivent être encore loin de refléter la réalité.



Devant les perspectives de développement d'un fléau que laissait prévoir un tel environnement, les autorités péruviennes ont vite et fortement réagi, lançant un appel à l'aide internationale et développant des campagnes d'information.

Les journaux, radios et télévisions ont multiplié les mises en garde et expliqué longuement les mesures préventives nécessaires. A l'aéroport, des affiches ont été placardées, comme dans nombre de lieux publics, donnant des conseils d'hygiène élémentaire.

Manque d'antibiotiques

Diverses mesures, comme l'interdiction des vendeurs ambulants dans certaines localités, ont aussi été prises. Cette campagne s'est appuyée sur un réseau hospitalier efficace. Hôpitaux régionaux, dispensaires et postes de santé éparpillés dans la zone littorale du pays ont très vite été mobilisés.

Le personnel médical existait et, après quelques tâtonnements, il a été en mesure de faire face au développement de l'épidémie. Avec de gros problèmes, cependant, en ce qui concerne les produits « consommables ».

Désinfectants et antibiotiques, pour ne parler que des plus élémentaires, manquaient. *« Ils continuent encore très souvent de nous faire défaut »*, dit le docteur Uribe, directeur de l'hôpital de Chancay, soulignant aussi l'absence de matériel courant comme les lits et les bassins pour les malades.

Mais, la première urgence passée, de nombreux problèmes demeurent et les craintes se multiplient. Comme le dit le docteur Boutin, *« le problème médical est une chose,* mais in fine, *il s'agit d'organiser l'assainissement et de rétablir une hygiène correcte. Cela dépend d'autres instances et prendra beaucoup de temps. Les techniciens en ingénierie sanitaire existent ici, mais ils ont un travail colossal »*.

En attendant, l'épidémie commence déjà à toucher la montagne, compliquant sérieusement la tâche des médecins. *« Il s'agit*, dit un fonctionnaire du ministère de la santé, *d'un danger énorme, car la population, dans ces lieux, est très disséminée, les services médicaux moins bien implantés et souvent très déficients. Indépendamment de cette extension possible, toutes les conditions sont réunies pour que le mal reste endémique. »* Il n'exclut pas non plus une possible contamination des pays voisins comme la Bolivie et le Brésil. Une opinion partagée par le coordinateur de Médecins sans frontières, M. Michel Van Herp.

Le gouvernement péruvien, après avoir pris une position très alarmiste, tente aujourd'hui de minimiser la réalité de l'épidémie. Cette attitude se traduit par un décalage de plus en plus important entre les chiffres cités par ses services et ceux avancés par des organisations bien implantées sur le terrain comme Caritas.

Le ministère de la santé n'annonce, ainsi, que cent dix cas pour la ville de Huacho, là où Caritas en dénombre six cent vingt-six. Le directeur de la santé de Caritas, José Lizarraga Trujillo, estime pour l'instant qu'il existe *« dix gros foyers d'infection »*. Le ministère de la santé a, pour sa part, annoncé que les chiffres ne seraient plus communiqués que deux fois par semaine.

Effet dévastateur sur l'économie

La raison essentielle de ce revirement gouvernemental tient à l'effet dévastateur de l'épidémie sur l'économie du pays. L'image de ce restaurant spécialisé dans le ceviche se reconvertissant dans les grillades et changeant enseigne et décor en quelques jours est, certes, anecdotique.

Mais les exportations de poisson, légumes, fruits et fleurs sont presque totalement paralysées. Beaucoup de pays – principalement latino-américains – n'ont pas eu la prudence de la CEE qui ne se prononcera sur le sujet que le 15 mars et ont immédiatement interdit jusqu'à l'entrée des conserves péruviennes. Dans la ville même de Huacho, l'hôpital a dû supprimer une circulaire hâtivement rédigée demandant à la population de ne pas consommer de poisson dans un port de pêche, alors que frit, il est sans danger.

D'ores et déjà, quelques dizaines de millions de dollars ont été perdus. Le tourisme, vacillant depuis un moment en raison des menaces de terrorisme et d'insécurité, est pratiquement réduit à néant. La complexité de la situation rend incertaine toute prévision. *« Nous aurons deux à quatre mois de toute manière très difficiles*, dit le fonctionnaire du ministère de la santé, *mais après, c'est de la futurologie. »*

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Le choléra a fait plus de six cents morts en Zambie

Pour la deuxième année consécutive, une grave épidémie de choléra sévit en Zambie où près de six cents personnes ont déjà été victimes de la maladie. L'épidémie, qui a commencé en octobre dans la région du Copperbelt et de Luapula, dans le nord du pays, touche maintenant la capitale, Lusaka, où elle a déjà fait plus de cinquante victimes. Selon les autorités sanitaires zambiennes, les hôpitaux sont saturés et manquent de tout.

Le ministre de la santé zambien, M. Jeremiah Chijika, a déclaré, mercredi 20 février, que les quatre centres anticholériques de Lusaka souffrent d'une grave pénurie de médicaments, de moyens de transport, de linge et de nourriture. Des cadavres encombrent les lits des dispensaires, ce qui empêche l'admission de nouveaux malades. Au total, les autorités sanitaires font pour l'instant état de six mille cas de choléra enregistrés dans tout le pays, mais les milieux médicaux estiment que le nombre de victimes est en réalité beaucoup plus élevé. Les pluies torrentielles qui s'abattent actuellement en Zambie ne feront qu'aggraver la situation. – *(AFP.)*



Culpabilité

Il y a des mots qui ne passent pas inaperçus. Culpabilité en est un. Il suffit que vous le prononciez dans une discussion pour qu'il attire l'attention et la curiosité: comment allez-vous vous y prendre pour juguler le potentiel explosif et destructeur qu'il représente? Comment résolvez- vous, pour vous-mêmes ou de manière plus théorique, ce problème de la culpabilité qui fascine tellement?

Certains ont décidé de balayer le terme de leur vocabulaire et de leur horizon: parce qu'il ne sert à rien de se culpabiliser, et qu'en plus, c'est mauvais pour la santé... Les chrétiens, et surtout les curés et les pasteurs, qui sont payés pour ça, n'ont qu'à arrêter de nous fatiguer avec cette culpabilité qui écrase!

Comment faut-il donc nous y prendre, non seulement avec un concept embarrassant, mais avec une réalité profondément gênante et souvent paralysante?

Au risque de simplifier à l'extrême, je propose la mise en perspective suivante.

Il est évident que nous sommes constamment portés à nous sentir coupables, et que cela atteint, dit-on, les dimensions les plus profondes et les plus religieuses de notre existence et de notre personnalité: en fait, la culpabilité serait «cet irrépressible désir de se justifier d'exister», de rendre ultimement raison des choses et en particulier de notre vie; une manière, donc, de chercher à reconquérir le paradis perdu. Le manque est quelque chose de difficile à supporter et à assumer.

A la suite de l'apôtre Paul, tout particulièrement, les chrétiens ont réalisé que c'était dans cette recherche, précisément, que se logeait le mécanisme le plus dangereux de la religion. Celle-ci construit en effet des remparts pour se protéger de la mort et du non-sens, mais ce sont ces mêmes remparts qui, paradoxalement, empêchent les humains de recevoir de Dieu la vie comme une grâce et l'amour comme un don. Or, le seul remède valable à la culpabilité, c'est précisément cette possibilité qui nous est offerte de faire nôtre la prédication de l'Evangile de la Croix, *puissance* de Dieu pour le salut et pour la vie de tous: «Je suis accepté tel que je suis et n'ai pas à «gagner ma vie» d'une quelconque manière.»

Alors, cette certitude de l'amour de Dieu permet de regarder le mal en face, comme Paul lui-même le fait: non pas pour l'expliquer, non pas pour justifier l'injustifiable et trouver des motifs à la souffrance des humains. Nous savons bien qu'aucune explication du mal, surtout lorsqu'il atteint des êtres vivants, n'est satisfaisante, que notre raison est dépassée par ce mystère qui reste inexplicable: le mal existe, nous le constatons autour de nous et en nous. Mais cette existence même est un défi à côté duquel nous ne pouvons passer sous prétexte de culpabilité: une réponse est nécessaire.

Cette réponse peut se manifester de trois manières différentes. D'abord par un engagement: le mal est ce qui devrait ne pas être, ce contre quoi le Christ s'est engagé, et nous devons nous demander constamment ce que nous pouvons faire pour lutter aux côtés du Christ pour réduire l'empire du mal, très concrètement. Ensuite la protestation: s'élever contre l'idée que Dieu pourrait permettre le mal, que la souffrance serait justifiée. Enfin l'espérance: la croix révèle et annonce la victoire du Christ dans sa lutte contre le mal et rend, même dans l'épreuve et la souffrance, la persévérance et la joie possibles.

Jean-Pierre Zurn



Liban et non-violence

Un forum sur «la non-violence dans les luttes pour les droits de l'homme» s'est déroulé à Paris en novembre 1989. Là, des membres d'une association libanaise ont présenté leurs actions et ont demandé des intervenants pour l'animation d'une formation à la non-violence et aux droits de l'homme à réaliser en 1990. Ainsi a débuté une collaboration entre l'*Action Sociale Culturelle*, association libanaise, et des organisations non-violentes européennes (*Mouvement pour une alternative non-violente, CUN du Larzac, Centre Martin Luther King*, groupe Quaker de Genève). Michel Mégard, membre du *Collectif romand de formateurs à l'action non-violente* présente ici le projet de l'Action Sociale Culturelle (ASC) et témoigne de son voyage au Liban en septembre 1990.

«La mort au Liban, c'est l'incongru anonyme».

Georges Corm

La situation au Liban et le contexte du projet

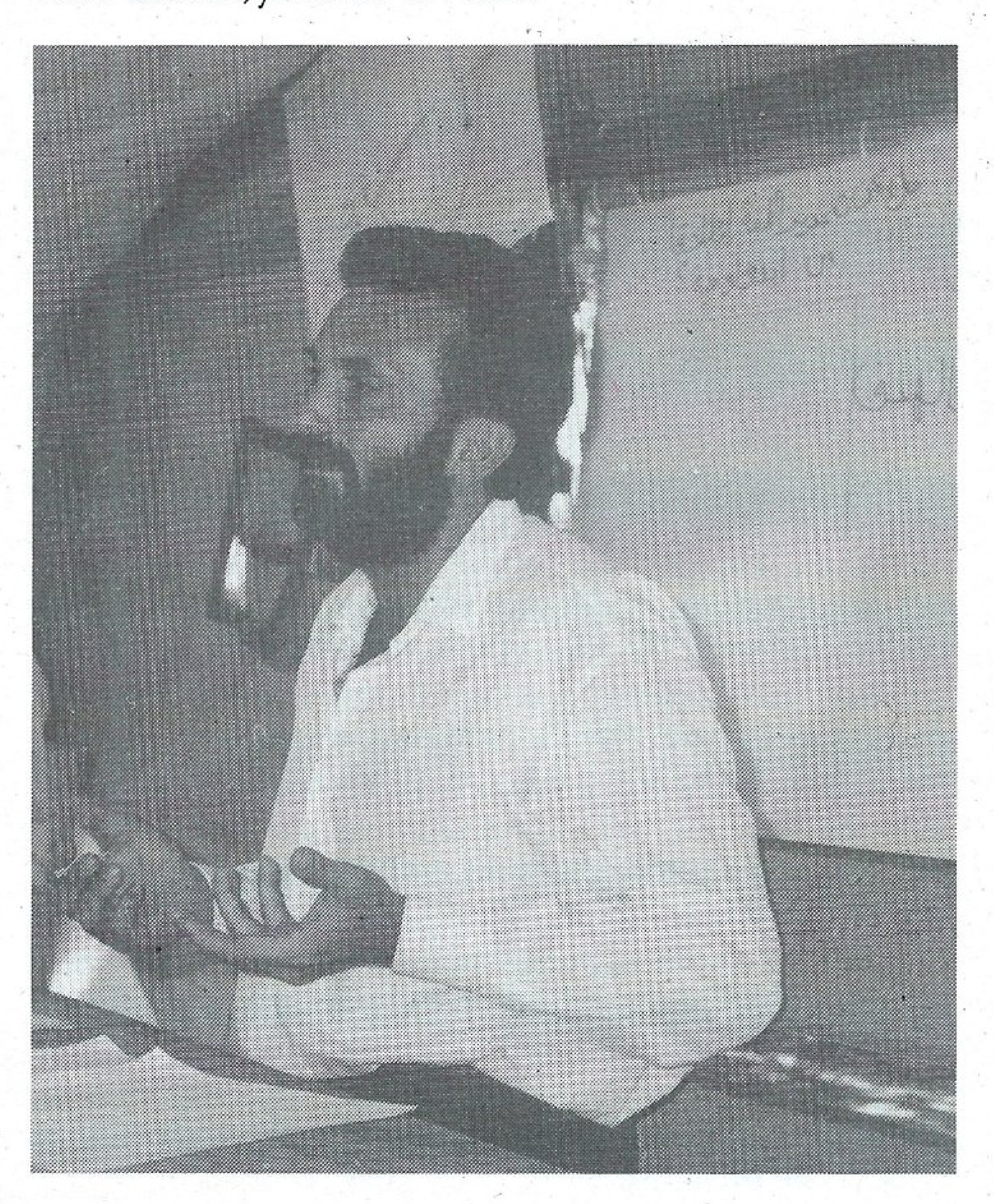
L'observateur attentif du conflit qui enflamme depuis quinze ans ce petit pays du Proche-Orient ne peut que refuser toute description simplificatrice de la situation.

«Devant tant d'innocents, il serait vain de se faire juge et d'essayer de rendre une sentence qui remette de l'ordre dans un cas si compliqué» (Georges Corm, p. 16, voir les références en fin de dossier). Cette phrase m'incite à la modestie.

Plutôt que d'entreprendre une vaste description des parties en présence, de l'historique de la situation, des influences régionales et internationales, je me contenterai de citer un document du Conseil Œcuménique des Eglises.

«Beaucoup de gens pensent que les "petites guerres" libanaises sont des guerres "chrétiens/musulmans", ce qu'elles ne sont pas. Certains pensent qu'elles sont des guerres "gauche/droite", ce qu'elles ne sont pas non plus. La guerre du Liban est une guerre mondiale miniature par procuration, parce que le Liban est un mini Moyen-Orient. Toutes les contradictions du Moyen-Orient existent là, et les grandes puissances et les puissances régionales utilisent ces contradictions de manière à créer les circonstances qu'elles estiment s'adapter à leurs intérêts. Ces intérêts eux-mêmes s'entrechoquent.»

Walid SLAYBI, fondateur de l'ASC.



Le comportement de la population dans ce contexte nous donne cependant encore à espérer.

«Il n'est pas étonnant en tout cas, compte tenu de cette violence monotone et continue pendant dix ans, que les Libanais de chaque confession aient développé la peur de l'autre, du moins au niveau verbal; car le fait extraordinaire est bien dans le comportement, qui dit le contraire, dans la résistance opiniâtre de la population à cette violence, le refus de la cassure de Beyrouth en deux, le déplacement continuel des Libanais d'un bout à l'autre de la capitale ou du pays, envers et contre tous les dangers, pour assurer la marche d'un pays unifié.» (Georges Corm, pp. 95-96)

1984 – Campagne de collecte de dizaines de milliers de signatures contre la guerre et pour la paix et l'unité du pays, organisée par le «Comité de la marche du 6 mai», dans les diverses régions.

1985 – Appel aux Libanais de «s'habiller en blanc», en protestation contre la guerre, organisé par des particuliers et manifesté à travers tout le pays.

1987 – Formation d'une «Bande humaine» où des centaines de Libanais-es se tenant par les mains, ont lié les deux parties de la capitale. Organisée par le «Comité Liban fraternité».

1987 – «Marche non-violente des Handicapés du Nord au Sud», pour la Paix et les Droits de l'homme au Liban. Organisée par le «Mouvement des Handicapés du Liban» et le «Mouvement de Non-violence». Des dizaines de personnes, handicapées et non-handicapées, ont longé pendant cinq jours le littoral du pays, du nord au sud, à travers tous les barrages armés, animant plusieurs activités et manifestations.

1989 – «Rassemblement devant le Parlement libanais», pendant une nuit, à la veille de l'ouverture du délai constitutionnel des élections présidentielles, où des dizaines de personnes ont protesté contre la guerre et pour l'élection d'un président œuvrant pour la paix et l'unité du pays.

Organisé principalement par le «Mouvement de Non-violence». (Rapport de l'ASC, pp. 3-4).

D'autres actions ont été menées par les fédérations syndicales libanaises sous le signe «*Contre la guerre, contre la faim, pour l'unité du pays*». Une grève générale sur tout le territoire libanais a mobilisé des milliers de personnes, une *manifestation centrale a rassemblé, devant le Parlement libanais, sur la voie de passage entre les deux secteurs de Beyrouth, une quinzaine de milliers de personnes, venant de tous les bords*. (Rapport de l'ASC, pp. 4-5).

L'importante mobilisation autour de ces actions s'explique également par la situation économique catastrophique, surtout depuis 1983.

Nonante pour cent des ouvriers, même parmi les plus anciens (30 ans de travail dans une même entreprise) encaissent seulement le SMIG équivalent à 150 FF.

(Concerne la région de Beyrouth et du Mont-Liban, qui rassemble 52% des entreprises industrielles qui emploient plus de 5 ouvriers, soit environ 35 mille ouvriers). («Luttes ouvrières», p. 2)

Ces lignes nous donnent une idée du cadre dans lequel ont agi les membres de l'ASC. Mais leur analyse est critique:

«Ces activités restent au stade de la protestation symbolique, ne changeant en rien la situation violente. Ce sont des actions élitistes, qui ne possèdent pas d'objectifs précis, qui ne s'insèrent pas dans une stratégie continue à long terme, mais qui ressemblent à des réactions momentanées, dispersées et discontinues. Elles sont nécessaires mais non suffisantes.»
(Rapport de l'ASC, p. 5).

L'action Sociale Culturelle
Les membres de l'ASC sont des personnes qui étaient engagées dans le changement social au Liban dans des groupes et mouvements divers, dont le *Mouvement de Non-violence – Liban*, la *Conférence des laïcs* et le *Mouvement des jeunes et des handicapés pour la paix au Liban*.

Trouvant insuffisantes les manifestations de protestation, ces personnes se sont groupées début 1988 dans l'ASC, association qui veut promouvoir les droits de l'homme dans la société civile libanaise par la démocratie et la non-violence. Pour cela, elle s'efforce de participer à l'éveil des citoyens libanais en vue d'un changement social et politique. L'ASC veut favoriser la construction d'un Liban unifié, indépendant, non-confessionnel et tourné vers le monde arabe. L'ASC se veut un relais auprès des autres organisations de la société civile (syndicats, associations, Eglises...) pour promouvoir l'action non-violente. Il s'agit donc, à long terme, d'organiser le pouvoir de la société civile afin qu'elle puisse peser sur les décisions du pouvoir politique. Pour atteindre ce but, l'ASC veut faire un travail de «*conscientisation fonctionnelle*»: il s'agit de faire prendre conscience aux citoyens de leurs droits et, simultanément, de leurs possibilités pratiques d'agir pour la reconnaissance de ces droits. La stratégie de l'ASC semble bien adaptée à la situation du Liban.

L'ASC s'est donné pour objectif de former cinq cent personnes entre 1990 et 1995. Une première session a eu lieu en septembre 1990 près de Ehden dans le Liban-Nord, elle est décrite ci-dessous (lignes extraites du bulletin *K comme King* N° 25 de novembre 1990).

Dix jours de formation
Nous avons vécu du 3 au 14 septembre une session vraiment extraordinaire.

Aux trente-cinq participants venus de toutes les parties du Liban s'ajoutaient sept organisateurs de l'ASC, trois intervenants européens, six intervenants libanais (venus pour un ou deux jours) et une équipe de cuisine de sept ou huit jeunes volontaires avec une cuisinière. Plus de cinquante personnes qui ont dû vivre sous tente, dans un espace limité et des conditions pratiques très simples.

Malgré les difficultés causées par l'état de guerre, l'organisation de cette session a été excellente. Nous avons pu travailler, échanger, apprendre des uns et des autres. Le programme a rempli plus de huit heures par jour, les contacts interpersonnels ont complété nos (très) longues journées.

La session était faite d'exposés, de travail en groupes, d'exercices de connaissance et de confiance, d'entraînement aux attitudes non-violentes, de témoignages. Les thèmes abordés concernent particulièrement le dialogue interconfessionnel, la société civile, le droit à la participation, les relations d'autorité, philosophie et principes de la non-violence, témoignages sur des luttes non-violentes, organisation des groupements civils, stratégie de l'action non-violente, rôle de l'animateur social.

L'entraînement à l'attitude non-violente s'est fait par des jeux dramatiques avec Hassan Daher de Beyrouth, puis par des jeux de rôle et divers exercices par Hervé Ott et le soussigné.

L'évaluation faite en fin de session a montré le chemin fait par les participants. Ils ont acquis des éléments fondamentaux de la non-violence.

Les participants ont été choisis parmi des personnes ayant déjà été en contact avec l'ASC, et très engagées dans la société civile libanaise.

Grève ouvrière au Metn en avril 1987.



Ils sont actifs dans divers groupes et mouvements qui travaillent au changement social, auprès des enfants, des familles, des enseignants, des handicapés, dans les universités et les syndicats. Certaines situations abordées durant la session sont directement issues de leur vécu: des miliciens veulent installer une batterie sur le toit d'un immeuble habité, des enfants sont obligés à travailler, le conseil représentant les étudiants à l'université est composé exclusivement de miliciens, la caution nécessaire pour rentrer à l'hôpital n'est pas versée à celui qui n'a pas la bonne confession, des leaders refusent les revendications des enseignants syndiqués. Une autre situation est presque omniprésente au Liban: le passage des barrages placés sur les routes par les membres des diverses armées et milices.

L'espoir des membres de l'ASC est que cette formation à la non-violence (et celles qui suivront) permettront aux participants de devenir de véritables animateurs sociaux, mettant en œuvre des moyens non-violents pour confronter les injustices vécues au quotidien par la population libanaise.

J'ai été frappé par l'attitude des personnes que j'ai rencontrées. La plupart du temps, elles vont droit à l'essentiel. C'est que leur vécu est fait de multiples difficultés quotidiennes simplement pour vivre: pour manger, pour se déplacer, pour avoir un toit, pour avoir des relations sociales.

Le sang et la mort reviennent comme un refrain dans les témoignages de ces personnes qui ont vécu les massacres confessionnels de 1975 à Beyrouth, l'occupation israélienne en 1982 dans la moitié sud du pays, les bombardements syriens, les combats interchrétiens de ces dernières années, bref, pour tous, quinze ans de guerre.

Eléments d'évaluation par l'ASC

L'ASC a produit un volumineux «Rapport final» sur la session de Ehden, voici quelques extraits tirés du chapitre «Evaluation».

«La session a permis la rencontre de Libanais venant de régions différentes, qui depuis la guerre se tournent le dos. Les gens du Sud se sont rencontrés avec ceux du Nord. Elle a permis la rencontre de gens appartenant à diverses professions: étudiants, enseignants, médecins, ingénieurs, avocats, travailleurs sociaux, etc.

Elle a fait se rencontrer la génération de la guerre avec celle de l'avant- guerre.

Elle a fait se rencontrer des vieux militants avec des apprentis-militants.

La rencontre des différences a renversé les barrières et a permis une re- découverte de l'Autre, différent mais semblable. Elle a aiguisé l'écoute et l'accueil.

Cela ne s'est pas fait en un seul jour, mais progressivement durant la dizaine passée ensemble.

Petit à petit, faisant suite à l'angoisse des premiers jours, un langage commun est né, illustré par des chansons, où il s'agit de «vaincre par l'amour» et «la justice», où il s'agit encore de «protéger l'environnement» qui est commun, etc.



Participants à la session de Ehden en septembre 1990.

Ainsi les stagiaires sont rentrés chez eux grandis, enrichis par la rencontre de la différence.»

Les discussions (...) ont permis de mettre en valeur, les zones de rencontre et de divergences entre les stagiaires. Cette mise en lumière leur a permis de prendre conscience:

- Qu'il faut approfondir les sujets dans lesquels ils se confrontent.
- Qu'il faut aborder les différences interlibanaises en premier lieu, en objectivant ces différences et en y voyant une source de richesse et de variations, qu'il faudrait inscrire dans une harmonie typiquement libanaise.
- Qu'il faut rester dans une dialectique qui confronte en permanence, la réflexion théorique sur les divergences et les convergences interlibanaises d'une part, et l'action non-violente directe, incarnation de ces valeurs, de l'autre.»

«Dès la première rencontre de suivi, les stagiaires ont cherché à tracer la démarche à suivre, en vue de traduire l'exigence de la non-violence dans la réalité.

Par ailleurs, ils ont insisté sur l'importance d'une démarche par étapes, qui évoluerait vers le changement. Cette démarche partirait de l'analyse du réel et du possible, pour passer par les trois étapes suivantes, pierres de fondation de l'action:

- L'auto-apprentissage individuel et en groupe, de la théorie et des méthodes non-violentes (...).
- L'importance de développer les relations interindividuelles, mais aussi des valeurs, un langage commun. Cela se ferait par des échanges et des activités communes entre différentes régions au Liban, Kesrouan, Hermel, Akkar, Metn, Tyr... et surtout lors de séjours propices aux discussions, portant sur des sujets qui intéressent la majorité des participants... Pour arriver en fin de parcours, à une entente autour d'un programme d'action commune.

La première de ces rencontres s'est déroulée les 1-2 décembre 1990, et a eu pour thème: «Pourquoi l'éducation au racisme et au confessionnalisme se renforce-t-elle au Liban? Quels sont ses éléments?»

- L'urgence de mener des actions civiles et de s'exercer à la confrontation non-violente. Cela se ferait par des luttes à but très limité, qui viseraient à agir sur le contexte général de violence.

Dans cette optique, 3 groupes, parmi le grand groupe de stagiaires, ont suggéré 3 actions à mener à terme:

- Au niveau des étudiants universitaires
- Au niveau des enseignants dans les écoles privées et publiques
- Au niveau des ouvriers

Par la suite, tout le groupe s'est attelé à planifier et à organiser l'action. Actuellement, ces actions sont en cours d'exécution.»

L'apport européen

Fallait-il aller au Liban? La question est importante. Nous avons été invités par des Libanais organisant une session pour d'autres Libanais.

Nous étions trois Européens parmi une douzaine d'intervenants. Nous avions pour rôle d'aborder spécifiquement la non-violence.

L'isolement du Liban depuis quinze ans a rendu très difficile les apports extérieurs, entre autres sur la non-violence et sur les techniques d'animation de groupe.

Ainsi notre présence a-t-elle trouvé tout son sens pour diffuser les réflexions et techniques que nous utilisons actuellement en Europe.

Le rôle des européens devrait aller s'amenuisant concernant les formations d'introduction à la non-violence prévues par l'ASC pour ces prochaines années. Par contre nous allons vraisemblablement continuer une collaboration au niveau de la formation de formateurs.

Un autre aspect de notre présence au Liban est de créer un lien, de sortir les personnes que nous avons rencontrées de leur isolement, de manifester notre solidarité. Cette session était un très grand encouragement pour beaucoup.

Nous avons également beaucoup appris, sur le Liban, sur la non-violence.

Ceci grâce à ces quelques Libanaises et Libanais qui osent relever la tête et faire plus que survivre: lutter pour qu'il soit possible de vivre normalement.

Michel Mégard



Lutte populaire pour la farine, Batroun, mai-juillet 1989.

Références

Georges CORM, *Géopolitique du conflit libanais*, La Découverte, 1987, 260 p.

Conseil Œcuménique des Eglises, *WCC Background Paper on Lebanon*, 2 p.

Luttes non-violentes pour les Droits de l'homme – Rapport de l'»Action Sociale Culturelle», 1990, 10 p.

Luttes ouvrières, ASC, 1989, 1+7 p.

Lutte des citoyens de la région de Batroun, ASC, 1989, 1+4 p.

Formation permanente à la non-violence et aux droits de l'homme: Première session septembre 1990: Rapport final, ASC, 1990, 3+4 p.

Lectures conseillées

Initiation: *Terre nouvelle*, N° 60, nov.-déc. 1990.

Introduction: *CIMADE information*, avril-mai 1990. (*) Approfondissement: Ndine PICAUDOU, *La déchirure libanaise*, Editions Complexe, 1989, 258 p. (*)(+)

Analyse: Georges CORM, *Géopolitique du conflit libanais*, La Découverte, 1987, 260 p. (+)

Islam et non-violence: «Questions à l'islam sur la non-violence», *Cahiers de la Réconciliation*, N° 4, 1990, pp. 14-38. (*)

(*)(+) Ces documents peuvent être achetés (*) ou empruntés (+) au *Centre Martin Luther King*, 56 avenue de Béthusy, 1012 Lausanne, 021/652 27 27 (les après-midi).

Soirées diapositives

Pour découvrir ce que peut être une session de formation à la non-violence au Liban, rien de tel que de voir des diapositives et de poser ses questions directement à Michel Mégard.

Vous pouvez l'inviter dans un groupe pour une soirée. (Michel Mégard, 25 chemin des Voirons, 1213 Petit-Lancy).



Départs...



Le 1er mars 1991, Anastasia BERNET GODAR, théologienne de formation, est partie comme volontaire FSF, avec son mari luxembourgeois Patrick, s'engager au service d'un projet du CIMI (Conseil Indigéniste Missionnaire) de «formation et développement pour les peuples indigènes du Goias-Tocantins», au cœur du Brésil amazonien. Ce travail, où Patrick œuvre déjà depuis un an, concerne autant le soutien des tribus indiennes que la conscientisation de la société environnante, en prenant en compte tout le «choc des cultures» et les problèmes écologiques.

Retour

Véronique CUEREL-SCHMIDT, physiothérapeute, et son mari Philippe CUEREL, dessinateur-constructeur, le 26 février 1991. Au Home de la Vierge des Pauvres, à Gatagara-Rwanda, de 1987 à 1990, Véronique a principalement assumé la responsabilité du service de la kiné-internat en intense collaboration avec une collègue rwandaise, madame Domitilla MUKAGAGA KIBAMBE; Philippe, de son côté, a commencé par assurer la coordination de divers ateliers (menuiserie, soudure, matériel pour handicapés) pour se consacrer entièrement à l'organisation, la mise en place d'une structure de gestion, l'amélioration de la production et la diffusion des techniques d'une tuilerie-briqueterie, avec formation d'autochtones.

Décès

Monsieur Reto SCHWARZ, début février 1991, frère de Béatrice SCHWARZ, Wiesenstrasse 24, 4900 Langenthal, ancienne volontaire au Nicaragua.

Monsieur Louis CARDINAUX, le 27 février 1991, Fbg Ph. Suchard 30, 2017 Boudry, ancien volontaire à Madagascar, de 1967 à 1969.

Egalité hommes-femmes au secrétariat...



Dès le 1er mars 1991, nous accueillons, au bureau FSF de la Grand-Rue 34, mademoiselle Catherine MURITH, de Gruyères, 1956, employée de commerce d'expérience et de sensibilité sociale, comme secrétaire à 80%. Catherine, en appuyant les secrétaires généraux dans la gestion d'un quotidien qui va s'amplifiant, permettra, nous l'espérons vivement, un meilleur suivi des volontaires sur le terrain, des groupes régionaux en Suisse et un meilleur soutien de la réflexion de fond pour que notre mouvement reste «mouvement». Bienvenue, Catherine, et bonne route avec nous.



Nous vous avons déjà donné des informations concernant BAT dans notre premier numéro de janvier. C'était pour vous signaler que nous avions dû restreindre son activité et mettre en «veilleuse» tout le secteur «Atelier recherche d'Emploi» en vous en donnant les causes.

Le secteur que nous avons maintenu est centré sur les Requérants d'Asile, pour lesquels aucunes subventions officielles ne peuvent être obtenues, nous ne pouvons compter que sur des personnes conscientes du problème, prêtes à collaborer financièrement pour maintenir notre structure d'accueil. L'autre pôle du secteur que nous avons maintenu est les Réfugiés statutaires pour lesquels nous devrions en principe recevoir une aide... ce qui ne va pas de soi dans la réalité.

Cette activité lancée par le GVOM est soutenue par un groupe de personnes dont une des tâches principales est de trouver des fonds pour que l'animatrice soit payée pour son travail (à mitemps) et pour que l'infrastructure nécessaire puisse être maintenue.

Ce que B.A.T. secteur Requérants-Réfugiés offre

Un accueil pour des entretiens.

La recherche de moyens pour faire reconnaître les connaissances des personnes concernées. (Stages de reconnaissance de compétences par des professionnels reconnus, mécanique, menuiserie, électricité, soudure, etc.)

Un entraînement à se présenter convenablement devant un patron. Visites spontanées d'entreprises.

Apprentissage de la langue française.

Apprentissage en vue de pouvoir faire le ménage «à la Suisse» et recherche de travail.

Recherche d'apprentissage pour les jeunes réfugiés (16-18 ans).

Le rythme de ce travail

En 1990, ce service à reçu 90 personnes, 46 d'entre elles ont été suivies pendant 2 à 3 semaines, 25 pendant un mois et 19 pendant toute l'année.

Ce qui représente l'entretien minimum par semaine pour chaque personne. A part cela il faut compter les contacts avec des patrons, avec d'autres organisations, avec les pouvoirs publics, etc.

Le bureau est ouvert le lundi de 14 à 21 h , le mardi de 14 à 18 h et l'on peut atteindre l'animatrice le jeudi de 11 à 12 h et de 17 à 18 h par téléphone.

Appel

Gens de la région de Lausanne, si vous êtes intéressés à nous donner un peu de votre temps... Téléphonez au 021/23 77 15. Ou écrivez-nous: BAT, 6, rue Curtat, 1005 Lausanne.

Gens de partout... Aidez-nous en prenant une part financière pour que nous puissions continuer d'assurer ce service. CCP 10-23.440-0. Merci...



Avril 1991

A toutes les personnes qui soutiennent l'action de BAT
Aux personnes qui ont répondu à notre appel spécial de fin d'année

Madame, Monsieur, Chers Amis,

Vous le savez peut-être, grâce à votre soutien nous avons pu maintenir le secteur Requérants-Réfugiés de la Bourse à Travail. En effet, l'aide financière que nous apporte le GVOM et votre participation nous permettent de garder ouverte notre permanence qui voit défiler plusieurs dizaines de requérants et de réfugiés chaque semaine. Ils ont l'occasion de faire le point sur leur situation, loin des institutions qui les accueillent, ce qui leur donne une plus grande liberté d'expression. Que ce soit pour la recherche d'une occupation, apprendre le français, la manière de se présenter ou même pouvoir se confier par rapport aux difficultés rencontrées.

Un lieu d'accueil et une personne à mi-temps, plus une stagiaire, nous sont nécessaires pour assurer notre permanence, le travail entrepris ainsi que les prestations que nous voulons offrir. Tout cela nous coûte environ Fr. 50'000.– pour 1991, dont nous avons déjà reçu Fr. 30'000.–. C'est donc Fr. 20'000.– que nous devons encore trouver, voilà pourquoi nous comptons sur votre collaboration.

Nous comptons réellement sur votre participation, car tous les milieux officiels consultés, ne peuvent/veulent pas nous accorder d'aide. Nous n'entrons pas dans les catégories «aidables», seules les grandes institutions étant subventionnées, (Croix-Rouge, EPER, CARITAS, etc.) mais beaucoup de personnes prises en charge par ces institutions viennent nous consulter, celles-ci ne pouvant faire face aux exigences de la situation et n'assurant pas un cadre de liberté suffisant pour aborder certains problèmes.

Nous vous remercions de l'attention que vous voudrez bien porter à notre action, à notre demande de fonds, et nous vous présentons, Madame, Monsieur, Chers Amis, de très bonnes salutations.

B.A.T.
Bourse A Travail
6, rue Curtat, 1005 LAUSANNE



Faut-il parler de soi?



Il est sans doute, difficile, de comprendre la philosophie existentialiste et ses concepts de «pour-soi» et «d'en-soi».

Pas facile non plus de se mettre à l'étude des philosophies et religions orientales avec leur concept du «soi».

Mais il est encore plus difficile de parler de soi! Et, soit dit en passant, rajouter sa photo... ne va pas de soi!

Bref, je porte deux casquettes: comme nouvel animateur de la branche suisse d'Eiréné, je suis aussi le nouveau rédacteur qui doit écrire sur l'animateur, oh horreur! Je meurs de peur. Donc je... m'exécute dans tous les non-sens du terme.

Depuis décembre 1990, je remplace Philippe Beck qui a filé en Australie (l'amour vous mène au bout du monde). Il a les pieds au chaud, mais plus pour longtemps, son hiver vient... J'ai travaillé longtemps au Louverain, vous me connaissez peut-être de là, ou alors de l'époque où j'étais assistant en sociologie. Les rapports Nord-Sud, la non-violence, l'écologie. C'était mon job au Louverain. Il allait de pair aussi avec la recherche spirituelle, ma vie dans la Communauté œcuménique de Chambrelien. Tout ça, je l'associe de même à Eiréné. Eiréné, c'est la Paix, dans le Nouveau Testament. Alors, plus que jamais, cher(e)s lecteurs/trices: «Shalom» ou plus précisément en ces temps particuliers: «Salam»!

Agenda

Rappel:
Un Séminaire d'information «Eiréné» aura lieu à Bâle du 19 au 21 avril.

Pour qui?
Des gens de différentes nationalités qui cherchent un engagement pour la justice et la paix, et souhaitent le contact avec d'autres.

Pour quoi?
Pour s'informer sur la possibilité de s'engager comme volontaire dans des projets sociaux, au Sud ou au Nord. Pour partager avec ceux qui sont de retour, pour discuter de nos motivations et convictions profondes, mais aussi, pour jouer et faire de la musique!
Pour en savoir plus contactez Anita Rœsch, Landhaus, 8913 Ottenbach. Tél. 01/761 25 38.

Rerum Novarum: Cent ans d'enseignement social chrétien

Avril-mai 1991, Université Miséricorde de Fribourg

Colloque:
du 24 au 26 avril, avec de nombreux intervenants du monde universitaire, social, économique et politique.

Conférences publiques:
les 24 et 25 à 20h30.

Soirée culturelle:
sur Nicolas de Flüe le vendredi 26 à 20h30.

Exposition:
du 25 avril au 3 mai. Eiréné y illustrera son activité avec celle d'autres organisations qui travaillent sur le terrain.

Stands: le soir du 23. A midi et le soir (18h à 20h30) les 24/25/26. A midi le samedi. Eiréné vous y accueillera aussi.

Programme détaillé:
100 ans d'enseignement social chrétien, Université, Portes de Fribourg, route d'Englisberg 7, 1763 Granges-Paccot.
Tél. 037/219 863



Anne et Georges Emery, récemment débarqués en Haïti comme volontaires FSF, ont eu la chance de vivre au plus près des Haïtiens l'expérience des élections de décembre comme observateurs de l'ONU. Nous vous transmettons ci-dessous leur récit de ces quelques jours.

Thomonde, le 6 décembre 1990

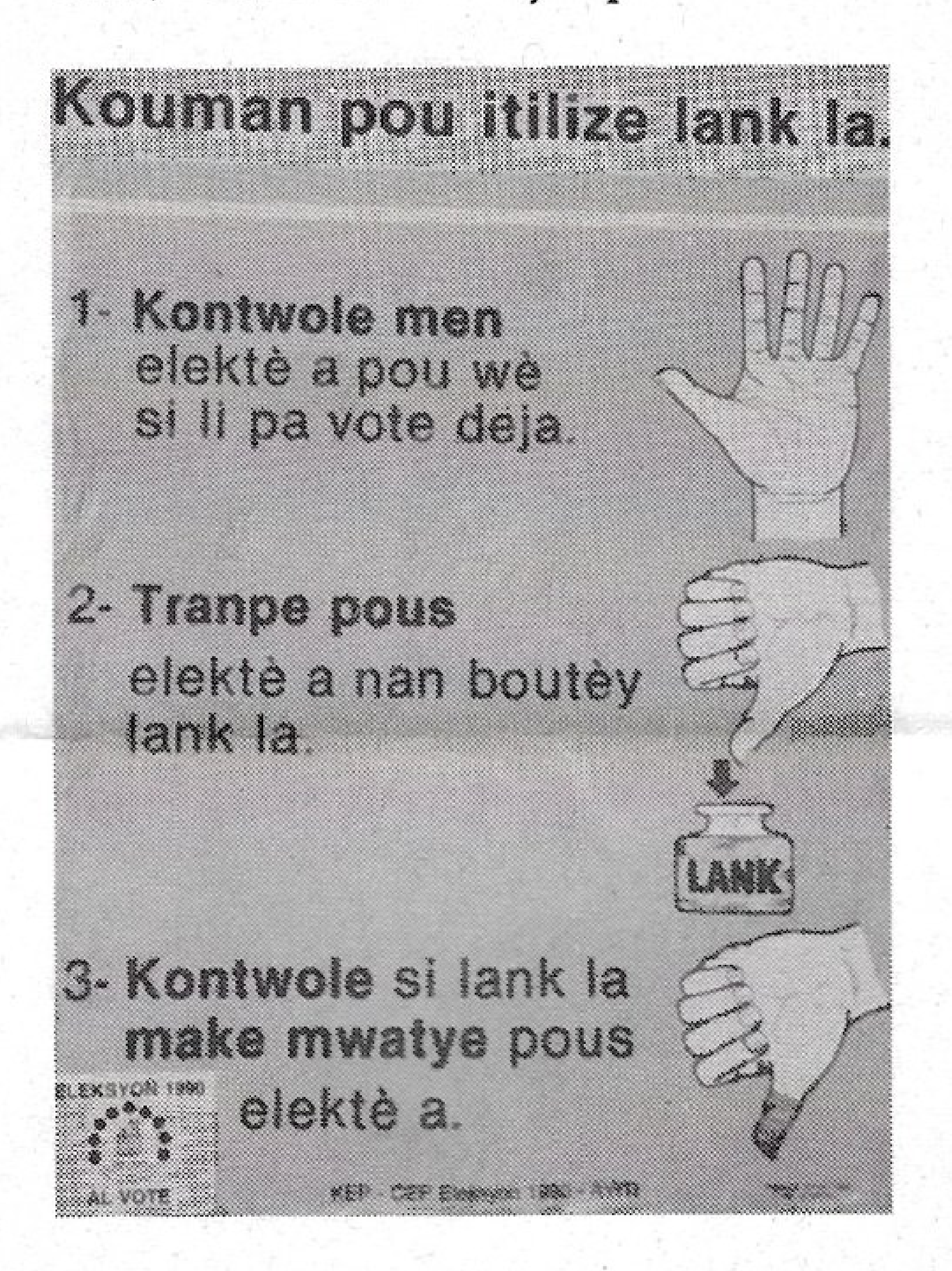
Chers tous, bonjour!

Tout d'abord bonnes fêtes de Noël et bonne nouvelle année à toute la famille. On pense bien à vous qui subissez le froid de l'hiver tandis qu'on est encore à la chaleur de l'été. Nous avons pensé que pour vous tenir au courant des événements qui se déroulent ici, ce serait bien de faire un genre de journal au jour le jour, jusqu'aux élections; vous pourrez ainsi reconstituer la suite des faits.

Aujourd'hui, nous ne savons pas encore comment vont se passer ces élections. Jusqu'à hier, 5 décembre, les gens étaient assez optimistes, la situation était calme, les «macoutes» ne faisaient plus parler d'eux, après avoir été interdits dans la campagne électorale. Pourtant beaucoup de personnes s'attendaient à un coup de force de leur part, ne croyant pas qu'ils abandonneraient si vite la partie. Et hier, 5 décembre, la nouvelle tombe: pendant un meeting organisé pour soutenir le père Aristide, candidat à la présidence très populaire, une bombe explose au milieu de la foule. Bilan: sept morts, une cinquantaine de blessés... Tout le monde pense que ce sont les macoutes qui ont frappé. Aujourd'hui, le 6, Roger Lafontant (macoute notoire), l'homme le plus recherché par la police, a le culot de faire une déclaration à la radio démentant sa responsabilité dans l'attentat, se présentant comme «l'apôtre du pacifisme et de la réconciliation» (lui qui a une liste impressionnante de meurtres sur la conscience!).

Ce même jour, le ministère de l'Education Nationale publie un communiqué demandant que toutes les écoles ferment demain (le 7) jusqu'au mois de janvier, pour raison de sécurité. Or, nous sommes en plein examens trimestriels, prévus jusqu'au 14 décembre. Qu'allons-nous faire à Thomonde? Une réunion d'urgence des profs de l'école est prévue pour demain matin. Thomonde n'est pas une zone trop «chaude» mais on ne sait jamais...

Vendredi 7 décembre:
Réunis, les enseignants de l'école souhaitent continuer les examens et les terminer avant les élections. Le risque que des «incidents» se produisent à Thomonde est minime, mais il peut toujours y avoir des provocations. La décision qui est prise est que les parents seront consultés et, s'ils sont d'accord, l'école continue jusqu'au 14.



Pendant ce temps la campagne électorale continue sans heurts. Tous les partis se sont déclarés indignés de l'attentat et demandent que justice soit faite. Ils encouragent la population à ne pas se laisser impressionner, mais à aller voter quand même.

Mardi 18 décembre:
Nous avons laissé tomber notre journal quotidien ces quelques jours (Nous étions très pris). Nous allons donc faire un petit retour dans le temps pour vous relater tout (ou à peu près) tout ce qui s'est passé et ce que nous avons vécu ces derniers jours.

Dimanche 9 décembre:
A Thomonde, les parents ont décidé de continuer les examens à l'école secondaire, malgré l'avis du ministère de l'éducation. Nous nous occupons donc de surveillances et de corrections jusqu'au mercredi.

Mercredi 12 décembre:
Nous allons à Port-au-Prince pour régler les affaires de la voiture, du passeport, etc... et pour avoir des informations sur la mission d'observation de l'ONU. En effet, l'ONU cherchait des volontaires d'ONG pour renforcer les équipes d'observateurs pour les élections et nous nous étions inscrits, mais nous n'avions pas reçu de nouvelles. A Port-au- Prince, nous allons au bureau de l'ONU et là, on nous dit qu'ils n'ont pas reçu nos inscriptions mais que nous sommes les bienvenus quand même. Nous demandons d'être affectés à la zone du Plateau Central, «notre» région.

Jeudi 13 décembre:
Après avoir eu la joie de vous entendre tous au téléphone, nous nous sommes rendus à la réunion de l'ONU où on nous donne quelques informations sur notre «mission». Des «Onusiens» de toutes nationalités sont venus pour ces élections et nous pouvons nous rendre compte que l'ONU est une immense organisation assez mal organisée. Nous perdons quelques heures à attendre nos cartes d'observateurs, et à écouter de grands discours (en anglais!) qui ne nous apprennent pas grand-chose sur les aspects pratiques du travail que nous aurons à faire.

Vendredi 14 décembre:
Nous avons rendez-vous à 9 h avec l'équipe qui couvrira le Plateau Central. Nous sommes dix: trois employés de l'ONU (Deux Américains, une Italienne), trois représentants de gouvernement (Un Français, un Suisse, un Japonais) et quatre représentants d'ONG travaillant en Haïti (Une Canadienne, une Belge et nous deux). Belle équipe non? Notre «chef» est un Ougandais et notre «sous-chef» est un Tunisien! La langue officielle est l'anglais(!) mais presque tout le monde se débrouille en français et on arrive à peu près à se comprendre. Après un «briefing» où on nous explique les consignes à suivre, le fonctionnement des radios et la manière de procéder durant la journée des élections, nous recevons notre «matériel» d'observa-

teurs (casquette, t-shirt, brassard ONU et documents à remplir).

Enfin, nous partons pour le Plateau, en cortège de cinq voitures de l'ONU... ça fait beaucoup de poussière et ça impressionne! Après 3 h 30 de route nous faisons une petite halte à Thomonde où tous nos amis sont ébahis lorsque nous sortons des voitures Onusiennes. A Hinche nous sommes reçus par la délégation de l'ONU (Quatre casques bleus haut gradés: un Espagnol, un Vénézuélien, un Costaricain et un Français). Le team se complète de deux Suisses et d'un commandant de l'armée française.

Samedi 15 décembre:
Après une dernière réunion où nous recevons les dernières instructions, les équipes devant observer des lieux éloignés partent sur le terrain.

Nous nous séparons donc, Georges se rendant à Boucan Carré (2 h 30 de Hinche), tandis qu'Anne reste à Hinche avec son équipe. Chaque équipe se compose de deux ou trois observateurs, accompagnés d'un chauffeur et d'un interprète haïtiens. Georges est en compagnie d'une Américaine, et Anne avec un Japonais et un Tunisien! La situation à la veille des élections est calme, mais on sent que les gens sont tendus; ils se demandent si les choses ne vont pas se gâter avant demain. Pour nous aussi, il y a un peu d'inquiétude, à la veille de ce jour historique!

Dimanche 16 décembre:
Après un réveil matinal (4 h 30), les équipes se rendent dans un des bureaux de vote qu'elles doivent «couvrir» pour voir comment se passe l'ouverture du bureau, prévue à 6h. Durant toute la journée, notre travail est de visiter des bureaux de vote, dans une zone désignée afin d'observer comment la votation se passe. Nous avons des formulaires à remplir pour chaque bureau que nous visitons où nous indiquons s'il y a des problèmes. Partout nous sommes très bien accueillis par les gens que notre présence rassure. Tout se passe dans le calme, sans problèmes importants. Bien sûr, étant donnée la situation de manque de formation des gens, il y a des difficultés pour beaucoup d'entre eux: les bulletins sont assez complexes et ils ne savent pas comment s'y prendre pour voter. Les membres des bureaux doivent donc donner beaucoup d'explications et même parfois montrer où tracer la croix, car des personnes sont incapables de reconnaître le nom, ou l'emblême, ou le numéro du candidat pour lequel ils veulent voter. Mais cela se passe très bien, il n'y a pas de volonté de tricher ou d'influencer les autres et, d'après ce qu'on a pu observer, les votes sont faits sans pressions ou intimidations.

A la fin de la journée, nous assistons au dépouillement dans un des bureaux afin de pouvoir transmettre au bureau de l'ONU une estimation des résultats. La journée se termine tard dans la nuit, mais nous sommes tous heureux qu'elle se soit passée sans incidents. L'armée a bien joué le jeu et a vraiment assuré la sécurité partout.

Lundi 17 décembre:
Dans la journée, nous retournons à Port-au-Prince. Partout le long des routes, nous rencontrons des gens heureux qui manifestent leur joie, qui applaudissent les gens de l'ONU. A Port-au-Prince, les gens font la fête dans la rue. Avant même de connaître le résultat officiel, ils fêtent la victoire de «Titid», le père Aristide, qui fait vraiment un raz-de-marée.

Ils fêtent aussi ce jour historique où, après plus de 30 ans de dictature le peuple haïtien a pu voter démocratiquement et exprimer sa volonté de changement sans qu'il y ait violence.

Nous-mêmes, nous sommes assez euphoriques et fiers d'avoir pu participer à cet événement. Nous avons le sentiment d'avoir contribué modestement par notre présence à la réussite de ces élections. Cela peut vous paraître prétentieux, mais beaucoup de gens ici pensent que la présence des observateurs étrangers a vraiment été importante pour que ces élections aient lieu. Nous avons vraiment vécu des journées fantastiques et cela nous a fait beaucoup de bien de rencontrer des gens très différents. Ça nous a permis aussi de sortir pour quelques jours de notre milieu «thomondois» et de vivre quelque chose de nouveau (Very exciting indeed!).

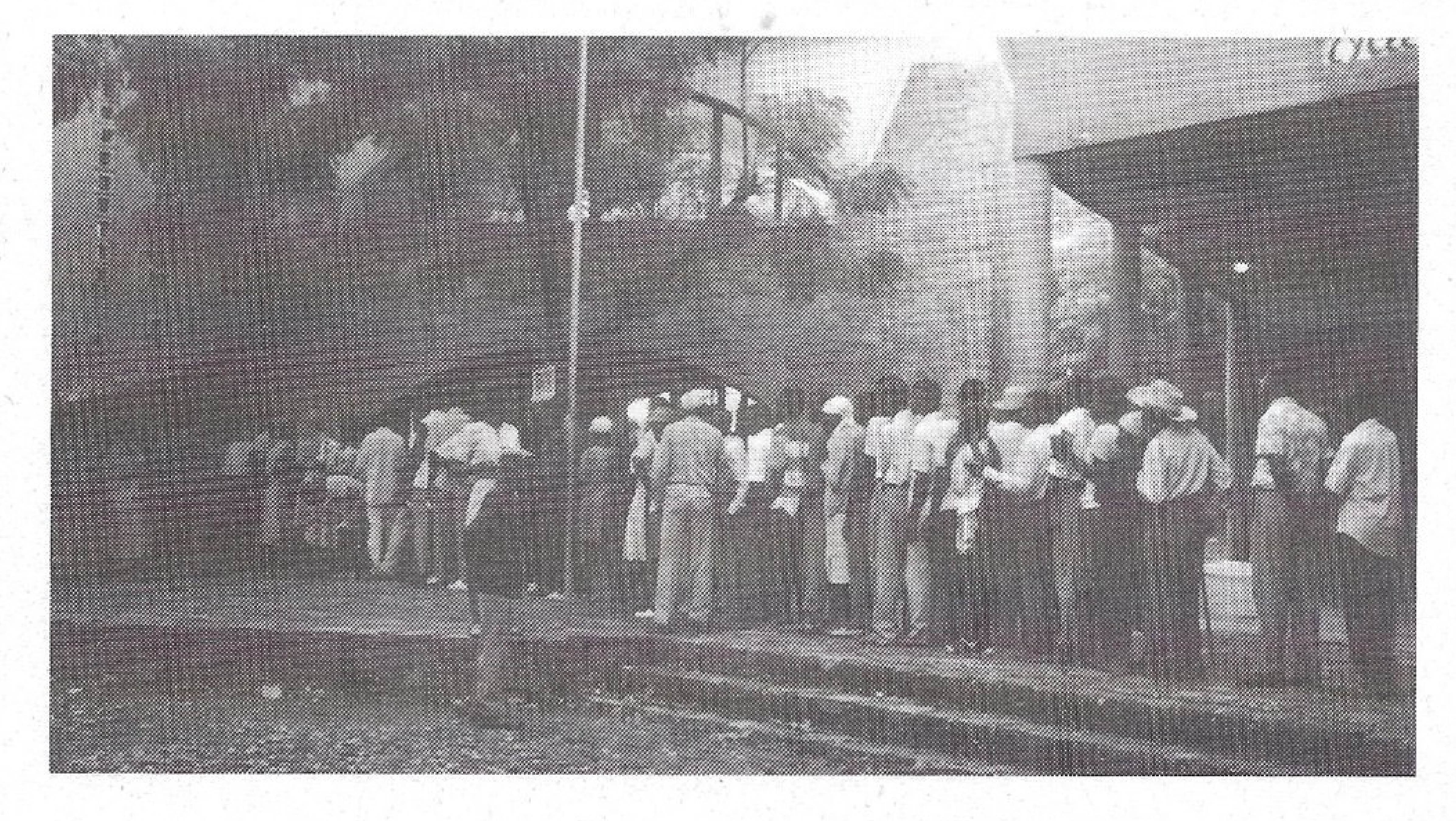
Bref, et en résumé: on est content!

Pour Haïti et son futur président, les difficultés ne sont pas terminées pour autant; on peut même dire que ce n'est que le début, car le pays est vraiment dans une situation très grave. Tout est à faire et tout est urgent. Et nous savons bien que personne, même un président qui aurait l'appui total de son pays et l'aide d'autres nations, ne peut faire de miracles. Les gens ont tellement mis tout leur espoir en «Titid», qu'ils risquent d'être déçus. Espérons que le peuple haïtien saura comprendre qu'il faut beaucoup de temps, d'efforts et de participation de tous pour qu'un changement puisse se produire. Enfin, tout ça, c'est de la musique d'avenir et nous aurons le temps de vous parler de l'évolution de la situation plus tard.

En attendant, nous vous embrassons tous bien fort; nous vous souhaitons une bonne nouvelle année!

Bien en pensée avec vous tous!

Anne et Georges Emery





L'expérience d'une «communauté de base» de chez nous: de l'espoir à placer dans une Eglise populaire qui existe aussi en Suisse...

Frater Noël aux Vieux Chênes

Lundi 24 décembre, de 19 h à 24 h, plus de 100 personnes sont venues à la salle Espace route de la Singine, pour vivre la veillée de Noël. Elles ont répondu à une invitation intitulée: «Frater Noël, une fête pour tous, adultes et enfants, une fête différente, Noël, fête du partage dans notre quartier». Nous étions 70 à la célébration eucharistique et 55 à partager un repas préparé par des amis chiliens.

Dès 19 h, tout est prêt pour la fête: la salle est accueillante, friandises, boissons, sans oublier le vin chaud de circonstance, sont servis à volonté. Surtout les cœurs se réchauffent dans la rencontre, le partage, la fête et le chant. La diversité des nationalités, près d'une dizaine, des âges, des mentalités, des situations sociales trouve toute sa place. La célébration ouvre des espaces à l'expression et à la prière de chacune et chacun. «On se laissait prendre par ce qui se passait, tous les visages étaient rayonnants» dit un membre du groupe de préparation.

Car vous l'imaginez bien, une telle veillée de Noël se prépare et exige un certain nombre d'engagements. Nous sommes une douzaine à nous être rencontrés dès le mois de septembre pour penser le tout, prendre des décisions et répartir les responsabilités. L'invitation fut remise de main à main à plus de 200 familles dans les immeubles des Vieux Chênes et de la route de la Singine. Notre groupe s'est réparti les différentes tâches: décoration de la salle, préparation du repas, célébration eucharistique. Durant la veillée, tous participent à assurer son bon déroulement.

Lors de son évaluation, nous avons retenu quelques réactions glânées auprès des participants. Un homme seul avec trois enfants dit sa joie d'avoir vécu cette veillée. Les copines de Marylou se disant enchantées, en particulier de la célébration. Maurice et Josepha n'auraient jamais cru vivre un tel Noël, «ça donne envie de vivre tout cela plus loin, dans la vie de chaque jour» disent-ils. «Rien ne se serait passé, si je n'étais pas venue à cette soirée» rapporte une maman présente avec ses deux enfants et dont le mari a disparu au Guatemala. Grandes furent la joie et la reconnaissance de la famille qui au matin du 24 décembre a accueilli un nouveau-né et pour laquelle une offrande fut faite à la célébration.

Vivre ainsi Noël répond à un besoin, ces témoignages le prouvent. Beaucoup de gens se trouvent seuls et désemparés comme ce père de famille séparé de son épouse que Claudia trouve en pleurs en ville et conduit à la veillée.

Proposer la rencontre et le partage, c'est offrir une alternative à la tendance généralisée au repli sur soi, sur la sphère privée. Nous nous réjouissons d'avoir ouvert un espace humain et ecclésial où nombreux furent ceux et celles qui y vécurent un temps de partage et de célébration.

Un avant et un après

Depuis deux ans, les choses bougent particulièrement dans le quartier des Vieux Chênes. Quelques membres de notre groupe ont pris l'initiative d'inviter tout le monde à un repas communautaire, tous les quinze jours, le vendredi soir. Cette démarche a produit un courant de rencontres qui n'est pas sans lien avec la réalisation de la veillée de Noël.

Le groupe de préparation a décidé de continuer à se rencontrer. La veillée et le message de Noël nous invitent à vivre d'autres engagements et solidarités, face à des situations et des événements qui ne manqueront pas de marquer notre quartier. Frater Noël, efforçons-nous de le vivre au quotidien. Que vive ce que nous avons chanté et prié en cette veillée de Noël:

ça sent bon la sève, ça sent les copeaux,

ça sent la Singine, ça sent les Vieux-Chênes,

la sueur de l'homme, le travail bien fait,

ça n'sent pas la haine, ça sent bon l'amour.

Equipe des Vieux-Chênes



Flàvio, 14 anos, Brazil

«Finissons-en avec la guerre avant qu'elle en finisse avec nous!»



La gerre.

PAN

Je trouve que c'est affreux
Qu'avec des armes à feu,
On puisse faire si mal,
Avec une simple balle.

On sait qu'avec l'une d'elle,
On peut avoir des ennuis mortels.

C'est toujours la crainte de périr,
De mourir.

Et j'ai envie de crier ma haine,
A tous ces grands capitaines,
Qui, à force de sang et de larmes,
Les feront utiliser des armes.

Des armes faites pour tirer,
Et.... et pour tuer.

Là-bas, mon pauvre frère,
A été tuer hier,
Par un cinglé
Qui avait envie de tout cassé.

On dit qu'ils sont nombreux
A avoir de l'horreur plein les yeux,
A force d'avoir vu le sang.

Ils iront tous en pleurant,
Au cimetière
De l'oubli,
Où lui mon frère,
Il gît.

Depuis que mon père a [illegible],
Je ne sais plus rire.

Je pense qu'il a [illegible]
Avec ces armes faites pour [illegible],
Et pour ensanglanter.

Tout ça pour vous dire,
Que si j'ai une fois encore envie de rire,
C'est quand il sera là,
Lui, mon Papa.

DIS!...
TU M'ÉCOUTES?



Todos juntos /
vamos a jugar /
Para que un día /
la paz se haga realidad.-

Tous ensemble /
allons jouer /
Pour qu'un jour /
la paix se réalise. –

Pamela Liliana Muñoz, 10 años, Cipolletti, Provincia de Rio Negro, Argentina

JAB

Rédaction:
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580 - 2

EIRENE
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse
CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5 046 - 2

FSF
Frères sans frontières
Case postale 26
CH-1700 Fribourg 2
CCP 17-7786 - 4

GVOM
«La Joliette»
Chemin des Bolets
CH-2013 Colombier
CCP 10-20968 - 7

Changement d'adresse: prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

INTERROGATION parait huit fois par année.
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Impression / composition: Imprimerie Glasson SA - Rue de la Léchère 10
CH-1630 Bulle